

Conseil de sécurité

La situation au Burundi The situation in Burundi

New York, le 22 juillet 2013

Déclaration prononcée par S.E. M. Paul Seger Président de la formation Burundi de la Commission de consolidation de la Paix

Madame la Présidente,

Un proverbe burundais dit : «Même s'il n'y a pas de coq pour chanter à l'aube, le jour se lèvera». Sans aucun doute, le jour se lèvera mais est-ce que les gens se réveilleront-ils à l'heure aussi ?

Mesdames et Messieurs, la consolidation de la paix au Burundi a connu des progrès importants et impressionnants, mais elle a aussi atteint un point critique où davantage d'engagement des deux côtés, du gouvernement et de la communauté internationale, est nécessaire pour franchir les derniers pas. Le coq aura intérêt à continuer de chanter pendant quelque temps encore.

Madame la Présidente,

Mon intervention s'articulera autour des trois points suivants: premièrement, je récapitulerai les résultats de ma dernière visite au Burundi effectuée du 24 au 28 juin 2013 et qui avait pour but de faire le point sur la situation du pays, discuter le suivi de la Conférence de Genève et d'aborder la question des prochains pas de la formation Burundi de la Commission de consolidation de la paix (CCP). Comme je vous ai envoyé mon rapport intégral par lettre la semaine dernière, je vais me contenter d'un résumé court et concis de la situation en matière de consolidation de la paix.

République, des principaux partis politiques, des interlocuteurs de la société civile et la communauté internationale, y compris les institutions financières internationales. Les principaux sujets abordés ont porté sur la situation politique surtout en vue des élections de 2015, la situation socio-économique, les droits de l'homme, la question du traitement du passé et l'enjeu foncier. Mon impression générale est que quoique le pays ait franchi des progrès importants, plusieurs défis restent à surmonter. J'ai noté un risque réel d'écart entre les attentes du gouvernement d'une part et de la communauté internationale de l'autre. De surcroît, la fragilité de l'économie burundaise exige d'urgentes mesures.

Sur le plan politique nous faisons face à des développements positifs, mais aussi des difficultés. Sur une note positive on notera les deux derniers atrt emaisesures.

l'établissement d'un fonds de compensation au cas où cela correspondrait à la volonté du gouvernement.

Madame la Présidente,

J'ai quitté Bujumbura avec des sentiments mixtes. Le pays a fait des progrès impressionnants, mais il s'agit de maintenir l'élan qui règne depuis la Conférence de Genève. Je me rends compte que le processus de la consolidation est ardu et demande de la persévérance. Celui ou celle qui a couru un marathon sait que les dix derniers kilomètres sont les plus durs. Or, j'encourage le gouvernement à poursuivre dans sa course, parce que le pays s'est tant stabilisé ces dernières années.

Mon message au gouvernement burundais est de montrer du leadership politique et de doubler les efforts en vue d'entreprendre les importantes réformes en matière de bonne gouvernance politique et économique et d'état de droit. J'encourage spécifiquement les autorités à traduire le consensus des deux ateliers politiques en améliorant le code électoral, d'appliquer la nouvelle loi sur la presse d'une manière libérale tout en respectant la liberté d'expression, de veiller à ce que d'autres projets de loi respectent les standards internationaux, de mettre en œuvre le CSLP-II selon les engagements pris à Genève et d'implémenter les recommandations du FMI en vue d'améliorer la situation fiscale du pays. En parallèle, mon message à la communauté internationale est de s'engager davantage au Burundi et de maintenir la communication constructive ouverte et franche avec le gouvernement. Je conseille de suivre avec attention l'application de la loi sur la presse et l'élaboration des autres projets de loi, de continuer à soutenir le Burundi dans l'esprit d'engagements mutuels en respectant les promesses faites à Genève, de suivre de près les développements autour de la question foncière et de soutenir le gouvernement dans la mise en place d'un cadre qui permet un traitement du passé basé sur la volonté du peuple burundais. En tout cas, nous demeurerons engagés dans tous ces dossiers en tant que CCP.

Mon rôle en tant qu'avocat du Burundi est largement dépendant de la présence du BNUB et surtout du travail du RSSG, M. Parfait Onanga-Anyanga. Leur travail inlassable et quotidien pour le bien du Burundi est indispensable. Je suis conscient du fait que le mandat du BNUB sera effectivement seulement discuté dans six mois quand nous aurons aussi les résultats de la mission d'évaluation stratégique, qui d'ailleurs sera précédée par la mission d'évaluation des besoins en vue des élections, mais je recommanderais d'ores et déjà vivement la présence continue du BNUB au moins jusqu'aux élections 2015 - j'ai également communiqué ce message aux autorités à Bujumbura. Cette conviction personnelle, dont je vous ai d'ailleurs déjà fait part lors de ma dernière intervention, s'est encore renforcée avec les impressions rapportées de ma dernière visite au Burundi. Nous n'avons pas encore atteint le moment de nous désengager.

Madame la Présidente,

Dans trois jours, le Conseil de sécurité discutera de la situation dans les Grands Lacs. Il va de soi que la situation sécuritaire dans la région influence celle au Burundi et vice versa. La dimension régionale est une raison de plus pour laquelle la communauté internationale et l'ONU en particulier doit continuer à s'engager au Burundi. Avec un Burundi paisible, sûr et prospère, le Conseil s'épargnera de se soucier d'une situation additionnelle dans cette région instable. Je termine alors mon intervention pour vous interpeller, Mesdames et Messieurs les représentants du Conseil de sécurité : Gardez le Burundi à l'esprit dans vos discussions de jeudi prochain. Les Burundaises et les Burundais méritent tellement un futur propice.

Je vous remercie.

Unofficial translation

Madam President,

A Burundian proverb says: "Even if there is no rooster to sing at dawn, the day will dawn." The day will undoubtedly dawn, but will people also wake up on time?

Ladies and gentlemen, peacebuilding has made impressive progress in Burundi, but a critical point has been reached requiring a higher level of commitment from both sides - from the government and the international community - to take the final steps. The rooster would do well to continue crowing for some time more.

Madam President,

My presentation will focus on the following three points: First, I will summarise the results of my last visit to Burundi from June 24 to 28, 2013, which aimed to take stock of the situation in the country, discuss the follow-up to the Geneva Conference, and address the issue of the next steps to be taken by the Burundi Configuration of the Peacebuilding Commission (PBC). As I sent you my full report by letter last week, I will simply give you a brief summary of the peacebuilding situation. Secondly, I will share the main messages and conclusions from my visit. Finally, I would like to plead for BNUB's presence in Burundi beyond its current mandate, ideally until the elections in 2015.

Before I proceed, let me first take this opportunity to extend my sincere thanks to the Special Representative of the Secretary-General, Mr Parfait





22 07 13_Burundi_Statement_SC_final.docx Filename:

C:\Documents and Settings\Husain.Salah\Desktop\PBC Directory:

Template: C:\WINDOWS\Application

Data\Microsoft\Templates\Normal.dot First name Name 18

Subject:

Author: gnt

Keywords: Comments:

Creation Date: 22/07/2013 8:56:00 AM

Change Number:

Last Saved On: 22/07/2013 9:22:00 AM

Last Saved By: NIU

Total Editing Time:
Last Printed On: 23 Minutes

25/07/2013 5:37:00 PM